



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 23/05/2022

Reçu en préfecture le 23/05/2022

Affiché le

**SLO**

ID : 062-286200027-20220517-2022\_31-DE

# DÉLIBÉRATION

2022/31

## **TARIFICATION APPLICABLE A LA MISSION DE REFERENT DEONTOLOGUE** **SUPPRESSION DE LA MISSION REFERENT LANCEUR D'ALERTE**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 17 Mai 2022 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

**Etaient présents** : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Brigitte ROYER, Adjointe au Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.

- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – Mme Denise BOCQUILLET, Conseillère Départementale.

♦ ♦ ♦ ♦

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique ;

**Vu** la loi n°2019-828 du 6 août 2019 modifiée de transformation de la Fonction Publique ;

**Vu** la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 modifiée relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires ;

**Vu** la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 modifiée relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique ;

**Vu** le décret n° 2017-564 du 19 avril 2017 modifié relatif aux procédures de recueil des signalements émis par les lanceurs d'alerte au sein des personnes morales de droit public ou de droit privé ou des administrations de l'Etat ;

**Vu** la circulaire ministérielle du 15 mars 2017 relative au respect du principe de laïcité dans la Fonction Publique ;

**Vu** la délibération n° 2017/43 du Conseil d'Administration du Centre de gestion créant la fonction de référent déontologue ;

**Considérant** l'adhésion au socle commun de collectivités non affiliées ;

Monsieur le Président rappelle aux membres du Conseil d'Administration que le Centre de Gestion a mis en place un collège des référents déontologues au sein de ses services, auquel ont également été confiées les missions de référent laïcité et de référent lanceur d'alerte.

Il précise que la délibération prévoyait une facturation des interventions pour les collectivités non affiliées et non adhérentes au socle commun.

Il ajoute que la loi de Transformation de la Fonction Publique a placé les missions de référent déontologue et de référent laïcité parmi les missions obligatoires des Centres de Gestion ainsi que dans le socle commun de compétences auquel ont adhéré des collectivités non affiliées au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Il propose donc de réformer la tarification de la mission afin de permettre la signature de conventions avec les collectivités non affiliées, non adhérentes au socle commun qui souhaiteraient bénéficier des services du collège des référents déontologues, pour appliquer un tarif forfaitaire de 300€ par saisine du collège, qu'elle émane de la collectivité ou de l'agent et de modifier la convention telle qu'elle figure en annexe de la présente délibération.

Il propose par ailleurs, au vu du faible nombre de saisines en matière de lancement d'alerte, de supprimer la mission de référent alerte éthique.

Le Président demande au Conseil d'Administration :

- d'approuver les modifications de la tarification des missions du collège des référents déontologues ainsi que le modèle de convention en découlant, annexé à la présente délibération ;

- d'approuver la suppression de la mission de référent alerte éthique.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- *FIXE* la tarification à 300€ par saisine du collège des référents déontologues pour les collectivités non affiliées, non adhérentes au socle commun qui souhaiteraient bénéficier des services du collège des référents déontologues ;
- *AUTORISE* le Président à signer les conventions qui en découlent.

Ainsi fait et délibéré en séance,  
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 17 mai 2022

Le Président,

Joël DUQUENOY